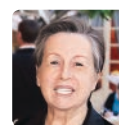


# GSCGI – CIFA – FECIF

## LES GROUPEMENTS PRIVÉS DE GFI FACE AU NOUVEAU DROIT



La position de  
**Cosima F. Barone**  
pour le GSCGI

*Après de longues discussions et des procédures diverses de consultation, pratiquement dix ans après la crise financière de 2008, notre pays est en passe d'adopter un nouveau cadre juridique visant à réglementer de façon formelle l'activité des gestionnaires de patrimoines, celle exercée en particulier par des personnes fournissant des prestations financières externes, indépendantes de celles délivrées par les banques.*

Cette réforme en profondeur de la législation financière, qui deviendra effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020, va modifier fondamentalement tout le secteur de la gestion de fortune indépendante. La notion même de GFI, c'est-à-dire de gérant de fortune indépendant, n'apparaît nulle part dans les nouvelles lois LFin et LFin et dans leurs ordonnances d'application actuellement en procédure de consultation. Ce sont les gestionnaires de fortune externes ou GFE qui vont désormais entrer en scène, tandis que les prestataires de services financiers n'ayant aucun pouvoir de disposition sur le patrimoine de leurs clients et n'exerçant que des activités de conseil pourront se prévaloir du titre de conseiller à la clientèle.

Jusqu'ici, seuls les gérants de fortune dits «qualifiés» étaient soumis à la surveillance de la FINMA (bien que cette qualification leur ait été retirée en 2012, lors de la révision de la LPCC, la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux), désormais toute personne pouvant gérer ou disposer, à titre professionnel et sur la base d'un mandat, du patrimoine de ses clients, devra requérir une autorisation de l'autorité de surveillance du marché financier suisse.

### Une véritable révolution pour la communauté des gérants indépendants...

Pour le Conseil fédéral et les autorités helvétiques concernées, cette réforme, attendue depuis des années, vise à mieux protéger les clients privés des banques et des gestionnaires de fortune. Son objectif plus profond est aussi de rendre la législation financière helvétique plus équivalente avec le droit européen. De facto ces nouvelles exigences réglementaires vont rendre plus ardu l'accès à la profession de GFE et de conseiller à la clientèle.

### ...et pour les associations privées de défense de la profession

Par ailleurs, en dehors de l'organisation administrative officielle qui est sur le point de se mettre en place pour contrôler et superviser ces nouvelles normes législatives, il est intéressant de comprendre comment les groupements privés de GFI ou de GFE, tant au niveau helvétique que sur un plan international, entendent réagir à ces mesures qui ne les concernent pas directement.

*Vont-elles maintenir leurs activités sans changements? Ou, au contraire, vont-elles devoir se restructurer et modifier sensiblement leurs statuts et leurs objectifs?*

Ce sont là les questions que nous avons posées, à Genève, à **Cosima F. Barone**, Membre du conseil et Directrice du **GSCGI**, le Groupement suisse des conseils en gestion indépendants, qui est l'unique 'Groupement Professionnel' indépendant (non-OAR) de Suisse dont la mission principale est la défense des intérêts de ses Membres et leur représentation au niveau national et international, et à **Jean-Pierre Diserens**, membre co-fondateur et Secretary-General de la **CIFA** (Convention of Independent Financial Advisors), une fondation de droit suisse créée fin 2001 à l'initiative de membres du GSCGI et qui jouit aujourd'hui d'une reconnaissance internationale vu son statut Consultatif Général d'Organisation non-gouvernementale auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) à New York. Au plan européen la **FECIF**, la Fédération Européenne des Conseils et Intermédiaires Financiers, constituée en 1999 à Bruxelles où elle est domiciliée, va également ressentir les effets de ces changements. Au départ, la **FECIF** visait à fédérer les associations professionnelles nationales regroupant les conseillers et intermédiaires financiers non bancaires et de les protéger dans le cadre du Plan d'Action pour les Services Financiers lancé par la Commission européenne. Seul organisme européen de ce type, la **FECIF**, dès le départ, s'est ouverte aux associations nationales de GFI et

le GSCGI en est devenu membre dès le début des années 2000, suivi peu après par la **CIFA**. Nous avons dès lors également demandé à son Président, **David Charlet**, de nous faire part de ses sentiments à propos des nouvelles lois financières que la Suisse s'apprête à mettre en vigueur et sur l'influence que celles-ci pourraient avoir sur la coopération existante entre la **FECIF** et ses membres helvétiques qui sont représentés au sein même du conseil d'administration de cette organisation européenne, une fédération qui chapeaute quelque 250'000 conseillers financiers.

D'emblée soulignons que les membres de ces trois organisations ont un objectif commun aux plans suisse, européen et international: **le besoin d'être représenté et d'agir ensemble**. Dans ce monde de la finance en mutations profondes depuis de longues années maintenant, et devant la montée des réglementations étatiques et supranationales, on peut se demander si vraiment l'union fait bien toujours la force?

### Au service des GFI

Depuis 25 ans le GSCGI représente et défend les métiers de la gestion indépendante

Adhérer au GSCGI - unique 'Groupement Professionnel' indépendant (non-OAR) de Suisse - c'est se donner l'opportunité en tant que GFI ou intermédiaire financier de modérer «par procuration» l'hyperactivité du législateur/régulateur. En réponse à la crise financière de 2008, l'Etat se montre en effet toujours plus présent et plus intrusif, au risque d'étouffer l'activité qu'il prétend protéger par une réglementation excessive, inutile et inapplicable qui devient elle-même une source d'inquiétude toujours plus prégnante pour la profession.

Privées d'une représentation efficace en termes de connaissance, expertise et assistance en matière de réglementation, les PME financières se trouveraient lourdement et durablement exposées aux diktats des institutions dites «too big to fail» qui imposeraient seules leur agenda. Agir ensemble et parler d'une 'voix unique' pour aider à façonner une législation utile et à taille humaine est une nécessité pour les nombreux gestionnaires de fortune indépendants, conseillers et autres intermédiaires financiers.



**Cosima F. Barone**, gestionnaire de patrimoine chevronnée (maintenant à la retraite) et analyste financier basée à Genève, a travaillé dans la finance internationale pour plus de quatre décennies, ayant commencé sa carrière au début des années 1970. Durant cette période, elle a occupé divers postes auprès d'importantes entreprises financières de Wall Street.

Durant les deux dernières décennies, Cosima F. Barone a :

- Fondé **FINARC (Financial Analysis Research Consulting) SA** - [www.finarc.ch](http://www.finarc.ch) - en 2003, dont elle est le Chairman et unique actionnaire;
- Rejoint le GSCGI en 2003 et son Conseil en 2005; elle dirige le Groupement depuis janvier 2012;
- Rejoint le Comité Exécutif de la CIFA en Novembre 2014.
- Rejoint le Comité Exécutif de la FECIF en Janvier 2015.

Auteur de la publication financière **"INFERENTIAL FOCUS"** depuis 2002, elle est également le Rédacteur en Chef du magazine mensuel **"The IFA's WealthGram"** du GSCGI, ainsi que du magazine biannuel **"TRUSTING"** de la CIFA. De plus, elle publie des articles dans divers magazines financiers, dont **Point de Mire**.

Cosima F. Barone est souvent invitée à prendre la parole lors de conférences nationales et internationales. Cosima a la double nationalité italienne et suisse.

Depuis 25 ans, le GSCGI a eu pour vocation d'être aux côtés de ses Membres et, de les représenter le plus efficacement possible. La reconnaissance légale de la profession dans les nouvelles lois de finance LFin-LEFin, pour laquelle le GSCGI a milité sans cesse, en est la meilleure illustration.

Les nouvelles lois de finance LFin-LEFin comportent de nouvelles exigences en matière de fonds propres et/ou de couverture d'assurance professionnelle RC, de gouvernance, d'organisation, de 'reporting' et de formation continue. Tout en continuant à accompagner ses Membres dans le soutien nécessaire à leur croissance, le GSCGI est en mesure de les aider à éviter les nouveaux écueils de l'importante phase de transition que constitue la mise en place des nouvelles lois LFin-LEFin en 2020.

Ces lois vont donc élargir l'activité du GSCGI. Il serait toutefois prématuré d'envisager immédiatement une modification des Statuts. En effet, le GSCGI détient une délégation de la FINMA pour la surveillance de ses Membres en matière de règles-cadres, que nous avons nommées «Règles d'Éthique Professionnelles». Le GSCGI devra donc assurer la transition vers la nouvelle surveillance à mettre en place par la FINMA avec la création d'un Organe de Surveillance, que nous espérons unique et dont le caractère étatique serait la meilleure option face aux risques de conflits d'intérêts.

Le GSCGI possède un temps d'avance avec les nombreuses et importantes solutions qu'il propose à ses Membres depuis des années, notamment:

1. Un plan-cadre d'assurance professionnelle Responsabilité Civile (obligatoire dès janvier 2020).
2. Un Conseil Juridique répondant rapidement à la plupart des situations et questions de droit, d'éthique professionnelle, de rapports contractuels des GFI et intermédiaires financiers avec leurs clients ou leurs banques dépositaires.
3. Contrat-type de gestion de fortune discrétionnaire.
4. Contrat-type de conseil financier.
5. Permanence fiscale.
6. Des conférences mensuelles à caractère éducatif.
7. Un magazine mensuel en ligne: «The IFA's WealthGram» couvrant les domaines d'intérêt des GFI, conseillers financiers et tout autre intermédiaire œuvrant dans le domaine financier.

D'autres services sont régulièrement mis à l'étude pour répondre au mieux aux besoins évolutifs des Membres; un accent tout particulier sera mis sur la formation pour faire face aux nouvelles exigences.

Aussi, l'accueil en son sein de différents talents et détenteurs de spécialités, ayant trait tant à la gestion de fortune et au conseil financier qu'à des activités 'complémentaires', a permis au GSCGI de créer une importante valeur ajoutée mise à disposition de tous ses Membres.

En conclusion, le GSCGI invite les professionnels de la gestion de fortune indépendante et du conseil financier, ainsi que les analystes financiers, les experts en dérivés et experts en forex et enfin, les professions porteuses d'activités complémentaires (juristes, fiscalistes, gestion du risque d'investissement, experts en formation y compris en formation continue), à adhérer et affirmer ainsi leur 'image' d'appartenance à un groupement 'professionnel' indépendant.

La pratique du terrain montre qu'un tel engagement professionnel met sensiblement en valeur les GFI aux yeux des investisseurs et, en particulier, des clients potentiels. Faites connaître vos talents et spécialisations à travers l'adhésion au GSCGI. Cela vous donnera de la visibilité et nous permettra de relever le défi quotidien qui est: «Agissons ensemble!»



**La position de Jean-Pierre Diserens pour la CIFA**

### Réflexion sur l'évolution de la régulation financière et plus particulièrement des «IFA» (Independent Financial Advisors) depuis la crise financière de 2008

La CIFA (Convention of Independent Financial Advisors) est une ONG avec statut consultatif général auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies à New York, qui est plus particulièrement concernée par



**Jean-Pierre Diserens est co-fondateur et Secretary-General de la Fondation Suisse Convention of Independent Financial Advisors (CIFA), une fondation à but non lucratif au bénéfice du statut consultatif général auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies à New York. Depuis 1976 Monsieur Jean-Pierre Diserens est également partenaire fondateur et CEO de la société Fidurhône SA, Genève, un Multy-Family Office au bénéfice d'une licence LBVM (FINMA).**

la protection des Investisseurs, conformément à la Charte des Droits de l'Investisseur déposée auprès de l'ONU en 2008. Ce qui nous intéresse, par conséquent, est la pertinence de la sur-réglementation mise en place ainsi que des mesures prises au niveau international, supranational et national dans le but d'éviter une nouvelle crise comme celle de 2008 et de protéger l'investisseur/épargnant de toute expropriation directe ou indirecte.

Dès 2009, les institutions de «Bretton Woods» se sont mises au travail avec la création de nouvelles institutions pour trouver la parade aux problèmes qui ont amené le système financier si proche du gouffre en 2009. S'en est suivi un Tsunami réglementaire mené par l'UE, notamment MIFID I et MIFID II, qui a permis au régulateur européen d'éliminer plus de 150'000 petits intermédiaires financiers indépendants qui ne représentaient aucun risque systémique ou de réputation. Il nous semble que la nouvelle législation Suisse sur les marchés financiers recherche la même dynamique, car à y regarder de plus près, la LFin/LEFin ressemble suffisamment à MIFID I et MIFID II pour avoir un effet similaire, voire identique sur le marché Suisse.

Cependant nous attirerons l'attention de l'investisseur/épargnant sur les quelques faits suivants:

- La dette mondiale globale a été multipliée par quatre depuis 2008.
  - Quarante pourcents de cette dette est souveraine, principalement US et UE.
  - Il y a des produits financiers en circulation pour dix fois le PIB mondial.
  - Le «Bail-In» a été introduit en 2015.
- Ces quelques constatations permettent aisément à toute personne de se faire une idée personnelle quant à la situation du monde financier à ce jour. Elles permettent également de mesurer d'une certaine manière l'efficacité de la régulation mise en place depuis 2008, plus particulièrement en ce qui concerne la protection de l'investisseur/épargnant.

*La CIFA à ce jour regroupe plus de 70 associations nationales à travers le monde, soit environ 1,2 millions d'intermédiaires financiers. Sont admises comme partenaires de la CIFA des associations 'nationales' d'intermédiaires financiers et des associations proches du secteur financier. En 2008, la CIFA a déposé auprès des Nations Unies la Charte des Droits de l'Investisseur. Cette dernière est le fruit de constatations résultant de la crise financière de 2008 ainsi qu'une clarification de l'article 17 de la Charte Universelle des Droits de l'Homme qui garantit notamment la propriété privée. M. Tony Mahabir, Président actuel de la CIFA, est également Président de la FPA NorthAmerica, la plus importante association d'intermédiaires financiers nord-américaine. Le prochain Forum CIFA se tiendra les 6 et 7 mai 2019 aux Nations Unies à New York, avec le soutien du G77, de l'ECOSOC, de l'UNAO, de l'UNITAR, de la CNUCED et d'autres agences onusiennes et ONG. La participation à ce Forum est exclusivement sur invitation.*



**La position de David Charlet pour la FECIF**

L'évolution de la réglementation financière helvétique s'inscrit dans un vaste mouvement Européen et même mondial de réorganisation de nos activités.

Si nous nous concentrons sur la situation Européenne, la Directive MIF 2 (Marché et Intermédiation Financière) mais également celle relative à la Distribution d'Assurances (DDA), marquent la conclusion d'une grande phase de réflexion, commencée en 2008.

Deux Directives, entrées en vigueur en 2007, avaient déjà structuré la réglementation du Continent et les nouveaux textes, ne font que préciser et renforcer ce qui découlait des premiers.

Concernant ceux que ces textes nomment les «intermédiaires», y compris quand il s'agit de conseillers, non habilités à intermédier, la situation a grandement évolué.

Il est un fait que dans les pays de notre Continent qui n'ont pas souhaité devenir membre de l'Union ou qui la quittent, la réglementation a tendance à se rapprocher de celle dictée par la Commission Européenne.

Dès lors, la Suisse devait probablement suivre le mouvement, même

(➔ suite en page 26)



CIFA INITIAL CONTRIBUTOR

## Le Groupement Professionnel Indépendant

- depuis 25 ans, défend les intérêts de ses Membres
- propose d'importantes solutions utiles à ses Membres, telles que:
  - service juridique
  - plan-cadre d'assurance professionnelle RC
  - contrat-type de gestion discrétionnaire
  - contrat-type de conseil financier
  - formation continue
  - permanence fiscale
  - solution externe pour les services de compliance officer et risk control manager
  - conférences mensuelles éducatives

### Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants

[www.gscgi.ch](http://www.gscgi.ch)

7, rue François Versonnex

1207 Genève

Tel. +41 (0) 22 736 18 22

[secretariat@gscgi.ch](mailto:secretariat@gscgi.ch) — [wealthgram@gscgi.ch](mailto:wealthgram@gscgi.ch)

\*\*\*

*Tout ce qui est important et utile à connaître sur les investissements et leur analyse, l'environnement réglementaire, la fiscalité, la jurisprudence, etc., vous est présenté chaque mois dans le magazine mensuel 'en ligne' du GSCGI ...*

<p>Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—<a href="http://www.gscgi.ch">www.gscgi.ch</a></p>	<p>Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—<a href="http://www.gscgi.ch">www.gscgi.ch</a></p>	<p>Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—<a href="http://www.gscgi.ch">www.gscgi.ch</a></p>	<p>Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—<a href="http://www.gscgi.ch">www.gscgi.ch</a></p>
--	--	--	--



s'il est clair pour moi qui connais bien votre pays, que c'était probablement celui pour lequel le besoin d'un clonage semblait le moins évidemment nécessaire.

Toujours est-il que le reste de l'Europe arrive à vivre et à développer une finance efficace, dans un cadre réglementaire strict. Il n'y a donc aucune raison d'imaginer que la Suisse ne parvienne pas à s'adapter.

Pour autant, ces évolutions via MIF 2 qui ne sont donc pas une nouveauté totale dans les pays de l'Union, ne sont pas et ne seront pas intégrées sans difficultés non négligeables et entraîner des réorganisations de marché considérables.

La question que je me pose depuis le début des travaux helvétiques de réforme de votre système est celle de savoir pourquoi cette réforme.

S'il s'agit de réorganiser votre marché et vos acteurs en cohérence avec ce qui se passe autour de vous, il n'y a rien à redire d'autre que d'espérer, comme pour toute réforme, qu'elle fonctionne. Et à ce titre, l'exemple français est, pour une fois, un exemple de réorganisation positive. S'il s'agit par contre de chercher à rendre compatibles vos entreprises et votre droit, avec celui de l'Union Européenne, alors l'objectif, pour

ce qui est de la sphère des intermédiaires, ne sera pas atteint. Car le but ultime de tous les pays qui appliquent à la lettre les textes de Bruxelles, c'est pour leurs entreprises le passeporting des prestations et la capacité à approcher et gérer des clients dans leur pays et ailleurs. Or, cela présuppose de faire partie de l'Union, ce qui n'est pas le cas de la Suisse.

Qu'en sera-t-il de la collaboration entre les organisations professionnelles Suisses et la FECIF?

Il faut se rappeler que la FECIF est une organisation de représentation pan-européenne, que les pays soient ou non, membre de l'Union Européenne.

Les fédérations et associations britanniques vont d'ailleurs rester membres de la FECIF.

Même si de fait nous sommes beaucoup plus occupés par les actions de représentation auprès de Bruxelles, nous entendons continuer à apporter notre soutien à nos membres de tous les pays.

Nous l'avons d'ailleurs fait autant que possible en Suisse, en répondant aux sollicitations de vos professionnels et de vos autorités, quand elles et ils ont demandé notre aide. Faudra-t-il organiser ou non un

groupe de travail spécifique pour les non UE? C'est une question qui sera possiblement posée. Pour l'heure, notre schéma nous permet d'agir au mieux des intérêts de tous.

Si d'aventure une réorganisation des associations helvétiques se précisait, nous pourrions tout à fait intégrer de nouveaux membres.

La FECIF est un lieu de collaboration

des organisations nationales. Nous ne les générons pas, mais nous les accueillons et portons leurs voix. Nous évoluons donc au fil de leurs évolutions nationales ou internes.

Dossier et interviews exclusives réalisés par Jean-Pierre Michellod

Fondateur et directeur de Point de Mire et ancien secrétaire général du GSCGI



**David Charlet** est diplômé des Universités de Paris I et d'Aix Marseille. Il enseigne dans diverses Universités et Ecoles depuis 20 ans.

Aujourd'hui Président de CC&A Finance Patrimoine Formation, il est surtout connu comme Président de l'Association Nationale des Conseils Financiers (ANACOFI depuis 2004).

Par ailleurs Président de la Fédération Européenne des Conseils et Intermédiaires Financiers, il a été 12 ans Président de l'ANACOFI-CIF (principal co-régulateur des Conseils en Investissements Financiers) dont il est encore Président d'Honneur et Vice-Président. Il est également membre du Comité Consultatif du Secteur Financier (CCSF), du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER), du Comité National de l'Education Financière (CNEF), administrateur de l'ORIAS et Vice-Président d'ANCIA (Association Nationale des Conseils et Intermédiaires en Assurance).

Il est l'auteur de nombreux articles, d'études et de deux ouvrages.

**e<sup>+</sup> SALON DE L'ENTREPRISE**

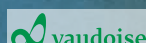
JE 17 JAN 2019 9H-20H  
VE 18 JAN 2019 9H-17H  
ESPACE GRUYÈRE BULLE

[www.salon-de-lentreprise.ch](http://www.salon-de-lentreprise.ch)

Créer  
Développer  
Oser  
Réinventer

Programme de conférences, liste des exposants, informations détaillées et billetterie sur :  
[www.salon-de-lentreprise.ch](http://www.salon-de-lentreprise.ch)

FMR COMMUNICATION & EVENTS





CONVENTION OF INDEPENDENT  
FINANCIAL ADVISORS

A Non-Profit Foundation

A Non-Governmental Organization in general consultative status  
with the Economic and Social Council of the United Nations

CIFA

1<sup>er</sup> think tank spécialisé dans  
la moralisation des pratiques financières  
tiendra son:

## 17<sup>ème</sup> Forum International

New York, N.Y., USA

du 6 au 7 Mai, 2019

RÉINVENTER  
LA CRÉATION DE RICHESSE  
EN DES TEMPS NOUVEAUX  
D'ÉCONOMIE ET POLITIQUE  
QUANTIQUE

*De-globalisation, changements climatiques et classe  
moyenne en disparition, représentent-ils une menace  
au financement des SDGs?*

Participation exceptionnelle de:  
Hauts Représentants des Nations Unies -  
ECOSOC - CNUCED - UNAOC - ICC - G77  
- Global Compact  
pour débattre sur....

### AGENDA NATIONS UNIES 2030

“UN MONDE POUR TOUS: DONNER A CHACUN  
LES MOYENS D'AGIR EN FAVEUR D'UNE SOCIÉTÉ  
DE L'ÉGALITÉ, SANS LAISSÉS-POUR-COMPTE”

“S'ATTAQUER AUX INÉGALITÉS ET AUX  
PROBLÈMES D'INCLUSION PAR LE BIAIS DE  
POLITIQUES FISCALES, SALARIALES ET DE  
PROTECTION SOCIALE”

## Qu'est-ce que la CIFA?

Les principes fondateurs de la CIFA s'articulent autour d'une réflexion éthique et de la réforme du système financier mondial. A travers ses nombreuses missions, CIFA poursuit un objectif unique: remettre la finance au service des épargnants et protéger les droits fondamentaux de l'investisseur sur les marchés financiers.

Le CIFA regroupe plus de 70 associations professionnelles qui représentent plus d'un million de personnes physiques ou morales impliquées dans l'intermédiation financière dans le monde.

En 2007, la CIFA, par sa participation active aux travaux de divers organismes des Nations Unies, a obtenu le “statut consultatif spécial” auprès des Nations Unies dans le cadre du Conseil économique et social (ECOSOC). En 2015, le CIFA a obtenu le “statut consultatif général” auprès de l'ONU-ECOSOC. La CIFA est la seule ONG de la finance mondiale avec un tel statut!

## TRUSTING

The Independent Financial Advisor

CIFA

17<sup>th</sup> International Forum in Monaco May 21-23, 2019



- 7 Going Beyond A “Duty of Care” to a “Culture of Care”! Tony Mahabir
- 27 Why is business embracing the Global Sustainable Goals? Chantal Line Carpenter
- 68 On Democracy Versus Liberty... Steve H. Hanke
- 88 Tax and Development: What the U.N. Gets Wrong and What the U.N. Doesn't Get Right ... Daniel J. Mitchell
- 90 The Caux Round Table for Moral Capitalism www.cauxroundtable.org ... Steve B. Young

CIFA vous invite à découvrir:

## TRUSTING

Publié deux fois par an, ce magazine contient des informations importantes sur les différentes activités de la CIFA, telles que le Forum annuel, son étroite collaboration avec les associations partenaires et les instances onusiennes. TRUSTING publie également des articles d'experts mondiaux en gestion, investissement, réglementation et fiscalité. La dernière édition publiée est disponible pour téléchargement gratuit sur:

[www.cifango.org](http://www.cifango.org)

Le Livre blanc sur les Forums précédents est également disponible en téléchargement gratuit.

CIFA CONVENTION OF INDEPENDENT  
FINANCIAL ADVISORS  
A Non-Profit Foundation  
A Non-Governmental Organization in general consultative status  
with the Economic and Social Council of the United Nations

White paper

XIII<sup>th</sup> International CIFA Forum  
April 22-24, 2015 – Monaco

Public Debts & Deficits,  
Unrestrained Taxation:  
Who Will Pay?

Report of round tables and debates